

Questions orales

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, en réalité, ce gouvernement n'a pas engagé de nouveaux fonds à l'égard du programme proposé par la Fédération canadienne des municipalités, un programme qui aurait permis, au coût de 1,5 milliard de dollars, de remettre 63 000 personnes au travail. C'est honteux.

Je voudrais l'interroger pas seulement au sujet du programme d'infrastructure, mais aussi des paiements de transfert. Pourquoi ce gouvernement n'admet-il pas qu'il se montre injuste en n'assumant que 31 p. 100 du coût du Régime d'assistance publique du Canada pour la province de l'Ontario alors qu'il avait promis d'en acquitter la moitié? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de payer sa part du coût entraîné par la récession dont il est responsable?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, les paiements de transfert à la province de l'Ontario ont augmenté à un rythme annuel de 6,2 p. 100 depuis 1984-1985. Cela représente une hausse de plus de 60 p. 100, soit un total de 10 milliards sur les 39 milliards qui seront versés aux provinces sous forme de transferts d'impôt.

Le premier ministre de l'Ontario voudrait que nous augmentions les impôts ou le déficit. Il est même allé jusqu'à dire qu'il voudrait peut-être détourner une partie de ce qui va aux provinces pauvres sous forme de paiements de péréquation.

* * *

L'ACCIDENT D'AVION SURVENU À DRYDEN

M. John Nunziata (York—Sud—Weston): Monsieur le Président, je voudrais revenir à l'accident d'avion survenu à Dryden.

Le 30 janvier 1986—il était alors ministre des Transports—, le vice-premier ministre a dit à la Chambre, et je cite: «La sécurité passe avant tout.» Il s'agissait de la sécurité aérienne, il va sans dire. Toujours dans le même contexte, le 27 juin 1986, le vice-premier ministre qui, je le rappelle, était alors ministre des Transports, a dit à la Chambre, et je cite: «Nous n'entendons pas sacrifier la sécurité aérienne et nous ne le ferons pas.»

Ma question s'adresse au gouvernement: Pourquoi le vice-premier ministre a-t-il trompé les Canadiens?

M. le Président: Un instant. Le député a présenté un préambule puis a posé la question: «Pourquoi le vice-premier ministre a-t-il trompé les Canadiens?»

Le député voulait sans doute dire: «Pourquoi a-t-il, par mégarde, trompé les Canadiens?» Mais sa question était ainsi formulée qu'il pourrait s'agir, selon moi, d'une allégation pure et simple, faite intentionnellement.

Je demande donc au député de reconsidérer sa position, qui est inacceptable, et de poser une question qui soit recevable.

M. Nunziata: Monsieur le Président, il est évident que le gouvernement a fait preuve de négligence à l'époque. Le ministre a donné à la Chambre et aux Canadiens l'assurance qu'ils pouvaient en toute tranquillité parcourir le pays en avion. Les travaux d'une commission royale et les déclarations d'un juge de la Cour suprême nous ont appris depuis que cet accident aurait pu être évité. On aurait pu faire en sorte de prévenir cet accident.

Monsieur le Président, c'est évidemment une question de responsabilité. Le gouvernement et le ministre doivent assumer la responsabilité de l'accident d'avion qui a causé la mort de 24 personnes à Dryden, en 1989. Le ministre assumera-t-il la responsabilité au nom. . .

M. le Président: Je suis désolé, mais je crois que la question devient de plus en plus irrecevable. Passons à la question suivante.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Monsieur le Président, la conférence des premiers ministres sur l'économie a accouché d'une souris au moment même où les États-Unis et le Mexique mobilisent toutes leurs forces afin de profiter du libre-échange nord-américain.

À la place du prétendu programme de prospérité, qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire pour aider les Canadiens à relever le défi du libre-échange? Pourquoi faut-il qu'on prenne trois ans encore pour supprimer les barrières commerciales entre les provinces de notre pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je dois répondre à la fois au préambule et à la question comme telle.

Notre gouvernement a fait plusieurs choses pour aider les entreprises canadiennes à soutenir la concurrence. Cinq mesures proposées dans le dernier budget visent directement à accroître la compétitivité des entreprises canadiennes. Tout juste avant Noël, des mesures ont été annoncées pour aider l'industrie du camionnage à affronter la concurrence. Voilà donc des mesures concrètes qui